

# Les gènes politiques de Sarkozy et Hortefeux révélés par leur test ADN anti-immigrés

mardi 2 octobre 2007, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2007).

Le Sénat se tâte. Dans la nouvelle loi scélérate anti-immigrés que vient de voter en première lecture une Assemblée vraiment très « nationale », faut-il rejeter le recours aux tests génétiques pour fonder une demande de regroupement familial ? Quelle que soit la réponse de nos sénateurs et le sort qui sera finalement fait à cet amendement lorsque cette loi sera adoptée au bout de la procédure législative, une telle question n'aurait jamais dû se poser. Ne serait-ce que parce qu'un tel test ne prouve strictement rien : on peut parfaitement et légitimement être le père ou la mère d'un enfant sans en être le géniteur biologique !

Le législateur veut-il vraiment annoncer à tous les bambins adoptés ou nés d'amours vagabondes qu'au regard de la loi (fut-elle pour l'heure destiné aux étrangers), ils ne sont plus les « vrais » enfants de leurs parents ? Par la petite porte xénophobe, les droits humains et citoyens vont-ils commencer être mesurés, chichement accordés, à l'aune du code génétique ? Sous prétexte que de telles mesures anti-immigrés existent, sous une forme ou sous une autre, ailleurs en Europe va-t-on modifier le droit français pour l'aligner sur celui de pays qui avaient il n'y a pas si longtemps des lois eugénistes (Scandinavie) ?

Il y a bien d'autres raisons de s'opposer à cette énième loi anti-immigrés que le test ADN — et le caractère discriminatoire de ce dernier devrait suffire à provoquer son rejet. Mais l'affaire va bien au-delà d'une intolérable discrimination. La conception des droits et les fondements du droit sont en cause. L'intégration au projet de loi d'un tel amendement par le gouvernement montre jusqu'où les Sarkozy et les Hortefeux se sont engagés dans une logique identitaire proche de celle du Front national.

Le rejet de la loi Hortefeux est tout d'abord un acte élémentaire de solidarité avec les populations du tiers-monde. Cependant, en matière de répression, les réglementations adoptées à l'encontre des étrangers préparent généralement un durcissement des lois anti-démocratiques dans l'Hexagone lui-même. Rappelons comment la loi sur « l'état d'urgence » — conçue lors de la guerre d'Algérie mais jamais abrogée —, a été retournée contre les Kanaks avant d'être resortie des cartons (plus de quarante ans après la bataille d'Alger !) et votée pour la première fois en France métropolitaine : en réponse à la « révolte des banlieues » de novembre 2005. Même si les pouvoirs d'exception accordés par cette loi à l'armée et à la police n'ont pas été mis en œuvre à cette occasion, l'Assemblée a montré par ce vote que l'Etat était prêt à opposer aux « troubles de l'ordre public » de véritables mesures de guerre. L'avertissement ne doit pas être oublié : la défense des libertés n'a pas de frontières.

Europe solidaire sans frontières

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge.